Édouard Bonnefoy

Administration

Il est le fils de Joseph Bonnefoy, tailleur d'habits, et de Marie Bajard. Il se marie le 9 novembre 1920 à Marcelle Dubois, originaire de Mâcon. Ils ont un enfant, Jean-Louis, né à Lyon le 28 avril 1929[a].

Il devient rédacteur à la préfecture de Saône-et-Loire en novembre 1917 tout en poursuivant ses études de droit. Licencié en droit, il devient en 1925 chef de cabinet du préfet de Saône-et-Loire, puis en 1929, secrétaire général de la préfecture de l'Ain ; il reste en parallèle à la disposition du préfet de Saône-et-Loire.

À partir de 1932, il est directeur de cabinet de Achille Villey-Desmeserets, préfet du Rhône. Il est nommé en 1933 sous-préfet de Thonon, et reste en parallèle à la disposition du préfet du Rhône. Le 28 février 1934, il est directeur de cabinet de Achille Villey-Desmeserets, devenu préfet de la Seine. Il devient le 15 novembre 1934 sous-préfet d'Aubusson.

En 13 mars 1938, il devient préfet de la Haute-Saône.

Seconde guerre mondiale

Il reste directeur de cabinet du préfet de la Seine et participe à l'administration de la grande agglomération parisienne jusqu'au 14 novembre 1941. Ainsi fin septembre 1940, il s'oppose à une exposition au Petit Palais sur les *secrets maçonniques*.

À partir de novembre 1941, il devient préfet de la Mayenne[b]. Il fait le choix, en mars 1942, de Paul Haag comme chef de cabinet. Marius Lepage fait partie de ses collaborateurs, comme chef des services économiques de la Mayenne. Le sous-préfet est René Goepfert[c].

En remplacement de M. Dupard, nommé préfet de l'Ille-et-Vilaine, Édouard Bonnefoy est promu préfet de la Loire-Inférieure le 6 juillet 1943. Il est présent lors des bombardements des 16 et 23 septembre 1943 sur Nantes par les Américains. Il reste 5 mois, avant d'être nommé préfet régional de la région de Lyon[d] et préfet du Rhône.

Résistance

À partir de sa nomination en Mayenne, son activité préfectorale est liée à son activité clandestine. Il entre dans la résistance intérieure clandestinement, tout en restant en fonction de préfet, pour combattre de l'intérieur les Allemands et le régime de Vichy. Il appartient depuis 1943 aux réseaux Noyautage des administrations publiques et Super-NAP[2].

Suspecté de franc-maçonnerie[e].et contre son gré, il prête serment au maréchal Pétain, lors de la cérémonie collective du 19 février 1942. Il est suspecté à cette période de jouer double jeu[f]. Tenté de démissionner[g], il reste à son poste.

Avec Paul Haag, ils travaillent avec les réseaux de renseignements de la résistance intérieure aussi bien à Laval[h] qu'à Nantes, et les SR britanniques. À son poste de préfet, il ne suit pas les instructions, ralentit les réquisitions, veille au ravitaillement de ses administrés. Il facilite la délivrance de laissez-passer et la réalisation de faux papiers[i]. À partir de février 1943, Bonnefoy s'attache principalement à la lutte contre le STO, en recourant alors au sabotage administratif. Il pratique une forme minimale de collaboration avec une marge de manœuvre restreinte. À Lyon, il travaille avec le réseau NAP-Préfecture, déjà actif et infiltré dans le cabinet de son prédécesseur Angéli.

Il se heurte au fur et à mesure de plus en plus officiellement avec les Allemands, et en particulier avec la Milice, qui provoque son arrestation par la Gestapo en mai 1944. Il est interné d'abord à la prison Montluc à Lyon, puis à Compiègne.

Edouard Bonnefoy est considéré[3] et placé parmi les *grands Résistants* aux côtés de Jean Moulin.

Déportation

Il est déporté dans le camp de concentration de Neuengamme, au kommando de Brême-Kriegsmarine, matricule 36277[4]. Le 3 mai 1945, dans la baie de Lübeck en mer Baltique, il est tué avec 7 000 autres détenus qui venaient d'être évacués par les SS[5], lors du naufrage du *Cap Arcona*, mitraillé par erreur par la Royal Air Force.



Rappel Henri Rosset

Il n'y a qu'une fois où j'ai été pris pour une corvée d'un jour, je poussais des wagonnets. Ces wagonnets, on poussait du sable, on vidait, on allait rechercher le sable. On était quatre par wagon, j'étais avec un camarade d'Oyonnax et deux personnes qui

étaient d'un certain âge. Le camarade d'Oyonnax, c'était Charles Beatrix qui n'avait pas la langue dans sa poche. Il a trouvé que les deux gars ne poussaient pas à fond. « Dites-donc, qu'est-ce que vous faites dans le civil parce que vous n'avez pas l'air d'être bien [dégourdis]. Vous n'avez pas compris qu'on va prendre une dérouillée si on n'arrive pas à tenir le reste ? » Alors, il y en a un, le plus vieux, qui dit : « Moi, je suis Monseigneur [de Solages], l'évêque de Toulouse. » Beatrix, qui était très pratiquant, lui dit : « Oh, Monseigneur, mes excuses. » Puis l'autre dit : « Moi, je suis le préfet de Lyon, Édouard Bonnefoy. » Voilà les deux partenaires que l'on avait.

- Bruno de Solages (1895-1983), théologien et résistant français, recteur de l'Institut catholique de Toulouse.

- Edouard Bonnefoy (1899-1945), préfet, résistant français, mort dans la baie de Lübeck le 3 mai 1945 (matricule 36277).

Quatre préfets ont refusé le statut de « personnalité otage » sous lequel ils avaient été arrêtés et ont rejoint le camp des déportés de Neuengamme : Jacques-Félix Bussière (1895-1945), Édouard Bonnefoy (1899-1945), Paul Demange (1906-1970), Louis Dupiech (1900-1945). Trois d'entre eux sont morts en déportation.

"*Faire exister une mémoire, voilà ce qui nous rassemble aujourd'hui*

Nous avons fait le choix d'une politique mémorielle apaisée, lucide et inclusive, qui ne hiérarchise pas les douleurs, mais qui les reconnaît toutes

La mémoire ne se divise pas. Elle se construit ensemble, dans la justice, la vérité et la transmission.

Et comme le disait Gisèle Halimi : « On ne se réconcilie pas avec le silence. Mais avec la justice et la mémoire. » "